



Comment les grandes entreprises
européennes du secteur de la viande et
des produits laitiers réchauffent la planète



Institute for
Agriculture &
Trade Policy

Par Shefali Sharma, Décembre 2021
Minneapolis | Washington D.C. | Berlin
iatp.org



Photo: Martyn Fletcher (CC BY 2.0)



Dairy Factory Farm in Caparros, Spain.
Photo: © Tania Garnica / Greenpeace

Résumé

À l'heure où les gouvernements doivent réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES), les géants européens de la viande et des produits laitiers augmentent les leurs en intensifiant leur production et leurs exportations.

L'IATP a calculé les émissions de 35 des plus grandes entreprises de ce secteur ayant leur siège à l'Union européenne (UE) et en Suisse. La plupart ne déclarent toujours pas leurs émissions de gaz à effet de serre. Sur les vingt entreprises que nous avons examinées en détail, seules trois se sont engagées à réduire leurs émissions globales imputables au bétail. Aucune des entreprises analysées n'a exprimé son intention de réduire le nombre de têtes de bétail dans sa chaîne d'approvisionnement, d'où proviennent 90 % des émissions du secteur de la viande et des produits laitiers.

Dans notre série *Émissions impossibles*, nous avons examiné les émissions agricoles des multinationales de ce secteur. En 2018, dans un rapport établi en partenariat avec GRAIN, nous avons montré l'ampleur de ces émissions, qui rivalisent avec celles de l'industrie pétrolière. En 2020, notre rapport *Milking the Planet* (« On trait la planète ») a révélé l'augmentation continue des émissions de l'industrie laitière à l'échelle mondiale. Dans ce dernier numéro de la série, nous mettons l'accent sur les entreprises basées en Europe. Nous montrons comment – au lieu de réduire les émissions produites par le bétail les géants de l'industrie de la viande et des produits laitiers emploient des discours et des stratégies qui noient

dans un écran de fumée verte les répercussions de ce secteur sur le changement climatique. Ce rapport explique pourquoi ils doivent au contraire être mis face à leurs responsabilités et contribuer aux actions qu'il est urgent de mettre en place pour réduire les émissions au cours de la décennie actuelle.

Seules dix des vingt plus grandes entreprises des secteurs de la viande et des produits laitiers ont annoncé des objectifs climatiques, et seules quelques-unes ont déclaré leur intention de mettre en place des programmes « zéro émission ». Toutefois, ces programmes volontaires s'appuient sur une série de stratégies visant à enjoindre leur action en faveur du climat. Il s'agit notamment :

- de détourner le discours sur l'agriculture régénérative et l'agroécologie ;
- de mettre l'accent sur les réductions d'émissions par kilo de viande ou litre de lait (réductions de l'intensité des émissions), qui sont noyées par l'augmentation continue de la production globale des entreprises ;

- de développer et de planifier l'utilisation de crédits carbone éphémères, générés par les sols et les prairies, et vendus sur les marchés du carbone;
- d'utiliser dans l'alimentation du bétail des additifs censés réduire les émissions de méthane, sans réelle preuve scientifique de la pertinence de cette démarche; et enfin,
- de profiter des primes gouvernementales qui valorisent de manière perverse l'élevage à grande échelle via la capture du méthane pour produire du «biogaz» provenant du fumier du bétail (voir l'encadré 3).

Les compensations et les gains en efficacité seront principalement payés et mis en œuvre par les fournisseurs agricoles, même si ce sont ces grands groupes industriels qui fixent les conditions de production. Les compensations reposent sur des promesses incertaines de réduire les émissions ailleurs, et non pas sur une réelle diminution des émissions. Les tendances sont claires: les poids lourds de la viande et des produits laitiers de l'Union européenne, de la Suisse et du Royaume-Uni vont dans la mauvaise direction.

Aucun gouvernement européen ne tient ces entreprises responsables des émissions de leur chaîne d'approvisionnement, alors même que les émissions de l'agriculture ont augmenté au cours de la dernière décennie. Alors que l'Union européenne s'apprête à lancer une Initiative agriculture carbone (*Carbon Farming Initiative*) dans le

cadre des plans d'élimination du carbone du Pacte Vert pour l'Europe et qu'elle établit des règles de plus grande envergure pour le climat et l'agriculture, les gouvernements doivent exiger des géants de l'industrie de la viande et des produits laitiers qu'ils s'engagent à réduire leurs émissions absolues. L'UE ne doit pas cautionner l'utilisation de systèmes de compensation des émissions de carbone éphémères et peu fiables, qui permettent aux entreprises polluantes de dissimuler leurs émissions et de retarder leur action en faveur du climat.

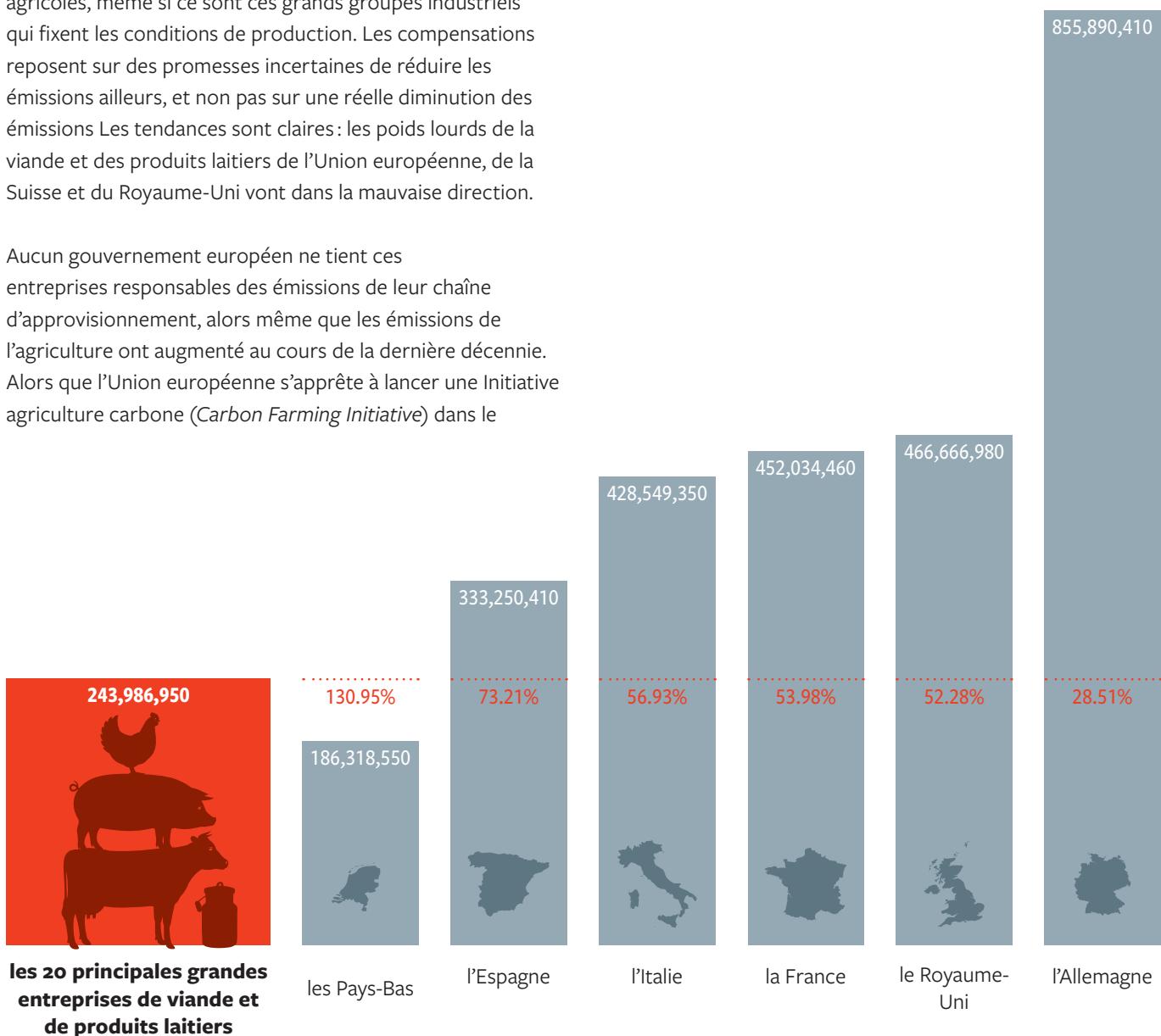


figure 1: Comparaison des émissions combinées équivalentes à du CO₂ (tonnes) des 20 principales grandes entreprises de viande et de produits laitiers aux émissions nationales des pays de l'UE. Fuente: IATP basé sur la CCNUCC, les soumissions d'inventaires nationaux, 2020, voir “Methodology Note” [note méthodologique], section E.

Nos dernières recherches mettent également en évidence les éléments suivants :

- 1** À elles seules, vingt entreprises européennes du secteur de la viande et des produits laitiers produisent l'équivalent de plus de la moitié des émissions du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie. Elles ont généré 131% des émissions totales des Pays-Bas, 73% de celles de l'Espagne et 29 % de celles de l'Allemagne (figure 1).
- 2** Les émissions totales de ces vingt entreprises rivalisent avec celles des géants des combustibles fossiles : elles sont équivalentes à près de la totalité des émissions d'Eni, aux deux tiers des émissions de Glencore et de Total, à plus de la moitié de celles de Chevron (55 %), à 42 % de celles d'ExxonMobil, à 44 % de celles de Shell et de BP, et sont supérieures aux émissions de RWE ou de ConocoPhillips (figure 2).
- 3** Leurs émissions combinées sont également équivalentes à 48% du charbon consommé dans l'ensemble de l'Union européenne (2018) ou supérieures aux émissions annuelles de plus de 53 millions de voitures particulières.
- 4** Les émissions combinées de 35 des plus grandes entreprises des secteurs du bœuf, du porc, de la volaille et des produits laitiers ayant leur siège en Europe représentent près de 7% des émissions totales des 28 pays de l'Union européenne en 2018 (annexe 4).

- 5** Sur les 20 entreprises évaluées, seules quatre (Arla, Danone, FrieslandCampina et Nestlé) déclarent les émissions totales de leur chaîne d'approvisionnement. Et encore, seules deux d'entre elles, Nestlé et Danone, fournissent des détails sur les émissions de leur chaîne d'approvisionnement en bétail. Seules trois d'entre elles (Nestlé, FrieslandCampina et ABP) ont annoncé leur intention de réduire les émissions totales, dites absolues, de leur chaîne d'approvisionnement. Aucune preuve publique n'indique que l'une de ces entreprises envisage de modifier en profondeur son modèle de production et de transformation du bétail à grande échelle.

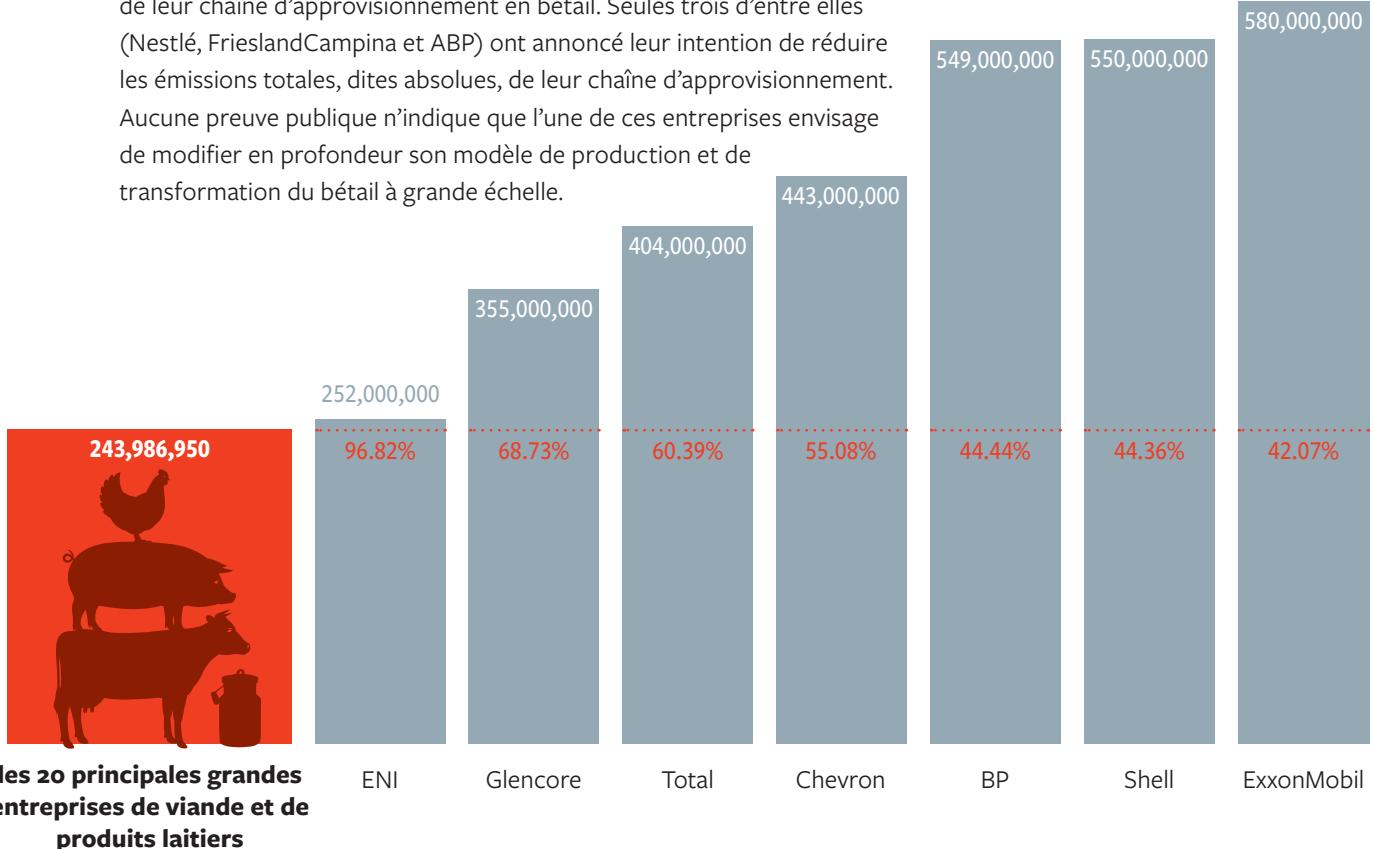


figure 2: Comparaison des émissions combinées équivalentes à du CO₂ (tonnes) des 20 plus grandes entreprises de viande et de produits laitiers avec celles de certaines grandes entreprises de combustibles fossiles. Fuente: IATP basé sur les estimations des émissions de Carbon Majors (Richard Heede, Climate Accountability Institute), voir "Methodology Note", section E.

6 Le transformateur de viande bovine irlandais ABP, qui s'est fixé un objectif volontaire sous l'égide de l'organisation *Science-based Target Initiative* (SBTi), a augmenté ses émissions de 45 % entre 2016 et 2018. Le géant allemand de la transformation de la viande Tönnies a augmenté ses émissions de 30 % au cours de la même période. Danish Crown, une société basée au Danemark, est l'un des plus grands transformateurs de viande de porc au monde. Elle a augmenté ses émissions de GES de 2 % au cours de cette période, bien qu'elle se soit engagée à atteindre zéro émission nette d'ici 2050 (figure 3).

7 Bien que les émissions agricoles de l'Allemagne soient parmi les plus élevées de l'UE, aucune des entreprises examinées basées en Allemagne ne déclare ses émissions, sans parler d'avoir un objectif climatique.

8 Plusieurs entreprises, telles que le Groupe Bigard (France) et Coren (Espagne), n'ont fait preuve d'aucune transparence quant à leurs activités, notamment en ce qui concerne le nombre d'animaux abattus chaque année, ce qui rend impossible le calcul de l'évolution de leurs émissions annuelles.

9 Les cinq entreprises avicoles que nous avons examinées en détail émettent l'équivalent de 20 % des émissions totales du secteur avicole de l'Union européenne. Pourtant, seules trois d'entre elles déclarent partiellement leurs émissions et aucune n'a d'objectifs de réduction des émissions.

10 Entre 2005 et 2018, les exportations de l'Union européenne ont augmenté de 93 % pour la volaille, de 45 % pour les produits laitiers et de 58 % pour le porc. La hausse des exportations éclipse celle des importations de volaille, de viande bovine et de porc, bien que les importations aient également augmenté de manière significative à cette période.

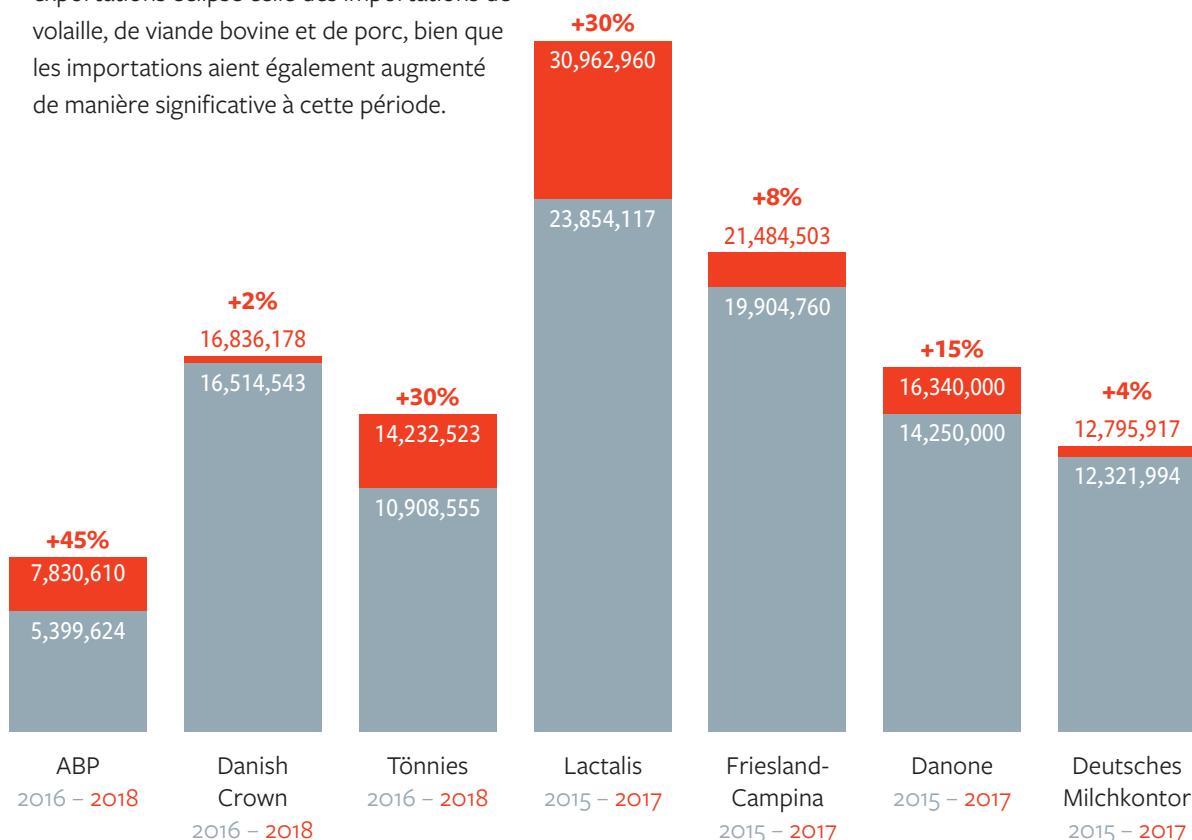


figure 3: Évolution des émissions d'équivalent CO₂ (tonnes) de sept des 20 principales grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers sur une période de deux ans. Les entreprises disent prendre des mesures volontaires pour réduire leurs émissions, mais le nombre de têtes de bétail dans leurs chaînes d'approvisionnement augmente, tout comme leurs émissions annuelles absolues. Fuente: IATP, voir "Methodology Note", section E.

Les tendances en matière de commerce et de consommation dans l'UE montrent que le fait de se limiter à la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers en Europe n'aura qu'un effet limité sur la diminution des émissions de carbone du bétail, tant que l'on ne tiendra pas compte de la politique commerciale de l'UE et de son influence démesurée sur les exportations mondiales de produits laitiers et de viande.

86 % de la viande et des produits laitiers de l'UE et du Royaume-Uni proviennent de dix pays européens : l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Pologne, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande, la Belgique et le Royaume-Uni (annexe 3). Les entreprises présentées dans ce rapport ont leur siège social ou transforment le bétail dans ces 10 pays. Pour parvenir à une réelle transformation de l'agriculture européenne, ces 10 pays en particulier, et l'Union européenne dans son ensemble, doivent imposer une réglementation aux entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers.

L'industrie ne devrait pas être autorisée à faire des bénéfices tout en faisant payer au public les coûts du système extractif de production de masse des aliments d'origine animale. Les responsables politiques de l'Union européenne viennent d'approuver une nouvelle aide à ce secteur dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) pour la période 2023-2027. Cette décision est dévastatrice pour l'action en faveur du climat. Il est encore temps de transformer les plans stratégiques nationaux de la PAC pour les aligner sur les objectifs climatiques de l'Union européenne et de la planète, par une action concrète dans le domaine agricole, qui conditionnerait le financement au niveau national à une transition vers l'agroécologie. Pour qu'elle soit réellement transformatrice pour le climat et la biodiversité, la PAC 2027 doit être remaniée afin de réorienter le financement public prévisible et stable vers le soutien des communautés rurales en première ligne afin d'assurer une transition juste.

Les marchés spéculatifs du carbone pour l'agriculture, tels que les envisage la Commission européenne (CE) dans sa prochaine Communication pour des cycles du carbone durable, ne sont pas la bonne solution. Les fonds publics, tels que les éco-régimes de la PAC et les aides d'État, ne devraient pas être détournés vers des consultants carbone chargés d'assurer les opérations coûteuses de suivi, de déclaration et de vérification des crédits carbone pour la séquestration

temporaire du carbone dans les sols. Ces fonds publics devraient plutôt être utilisés pour soutenir directement les agriculteurs qui pratiquent déjà l'agroécologie et pour assurer la transition de l'agriculture européenne vers une approche agroécologique holistique.

Six ans après l'accord de Paris et 18 ans après l'accord de Kyoto, qui imposaient aux gouvernements de réduire les émissions de gaz à effet de serre, les décideurs manquent toujours de données fondamentales telles que les volumes d'émissions des plus grands émetteurs du secteur de la viande et des produits laitiers de l'UE. Faute de mise en place de dispositifs réglementaires responsables de la part des gouvernements, les initiatives volontaires se multiplient. Les objectifs qui en résultent ne sont, au mieux, pas vérifiables, faute de repères et d'indicateurs clairs et harmonisés, et de vérifications solides par de tierces parties. Dans le pire des cas, ce sont des plateformes pour l'écoblanchiment des entreprises.

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur nos perspectives de limitation du réchauffement à 1,5°C exige un changement systémique total dans tous les secteurs, y compris l'agriculture. Cela ne sera possible que si les gouvernements agissent rapidement et fermement face à la crise climatique, comme ils l'ont fait en adoptant des politiques visant à limiter la pandémie de COVID-19. Le GIEC pointe du doigt les émissions de méthane, qu'il est capital de réduire pour gagner du temps, en attendant l'élimination progressive des émissions dues aux combustibles fossiles. Les États-Unis et l'Union européenne ont réagi en proposant un engagement mondial en faveur de la réduction des émissions de méthane, qui prévoit une réduction globale de 30 % des émissions de méthane d'ici à 2030 pour tous les pays qui le souhaitent.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour transformer à la fois la destination des fonds publics et les politiques climatiques et agricoles afin de favoriser la transition vers l'agroécologie. Cela n'aura pas lieu si les géants du secteur de la viande et des produits laitiers continuent à récupérer et détourner les discours des gouvernements et de la société civile sur l'agriculture régénérative et l'agroécologie. Cela ne se produira que lorsque les gouvernements prendront conscience de la crise existentielle que nous traversons et commenceront à réglementer l'agrobusiness.

Notes

1. Pour consulter le calcul dans l'ensemble de données complet du rapport, cliquer sur le lien dans la section méthodologie.
2. Conversion de 243,986,950 tCO₂eq (tonnes équivalent CO₂) à l'aide du calculateur des équivalences d'émissions de gaz à effet de serre de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Pour en savoir plus, consulter la page *Greenhouse Gas Equivalencies Calculator* sur le site de l'EPA (*United States Environmental Protection Agency*), mise à jour en mars 2021, <https://www.epa.gov/energy/greenhouse-gas-equivalencies-calculator> (consulté le 5 octobre 2021).